

Communiqué de presse

Veille de l'opinion ?

M. Darcos et Mme Péresse doivent entendre les revendications des personnels au lieu de chercher des « leaders d'opinion »

La parution au JO d'un appel d'offre pour le marché public de « la veille de l'opinion » parmi les personnels de l'Education nationale suscite de justes réactions d'indignation dans tous les établissements.

En effet, les ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'apprêteraient à verser 220 000 euros par an à une société privée pour la mise en place d'un « dispositif » de veille portant notamment sur internet visant à « identifier les sources stratégiques ou structurant l'opinion », à « repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte », à « anticiper les risques de contagion et de crise. »

Malgré l'opposition générale au fichier Edvige, force est de constater que le ministre ne renonce pas au fichage généralisé des élèves et de leur famille, des personnels et de leurs organisations.

Plutôt que de chercher des « leaders d'opinion », les ministres devraient entendre les revendications des personnels exprimées dans des centaines d'écoles et d'établissements : les personnels leur demandent de retirer leurs contre réformes : réforme du lycée, décrets du 1^{er} degré, modulation des services des enseignants chercheurs, masterisation du recrutement des professeurs.

La FNEC-FP-FO intervient auprès des ministres de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur pour leur demander d'abandonner leur projet.

Montreuil, le 14 novembre 2008.